

<https://ricochets.cc/Maintien-de-l-ordre-l-Europe-a-l-heure-de-la-repression.html>



Maintien de l'ordre : l'Europe à l'heure de la répression

- Les Articles -

Date de mise en ligne : samedi 26 janvier 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Grèce, Allemagne, Espagne. Trois contextes bien différents. Et pourtant. Dans ces trois pays, les confrontations entre policiers et manifestants se sont multipliées ces dernières années, faisant de plus en plus de victimes. Même si les forces de l'ordre y développent des méthodes différentes, on y observe chaque fois des zones grises et des cas de violences impunies.

En Espagne, l'augmentation spectaculaire des violences policières

C'est une année noire pour la péninsule Ibérique. Dans son dernier rapport, la Coordination pour la prévention et la dénonciation de la torture en Espagne (CPDT) signale que 1 014 personnes ont déclaré avoir subi des violences de la part des forces de l'ordre espagnoles en 2017. Un bilan quatre fois plus élevé qu'en 2016, et le plus important depuis 2004 et le début de la compilation de ces données par l'entité.

Pour la CPDT, « l'augmentation spectaculaire des plaintes pour agressions lors de mobilisations sociales par rapport à l'année antérieure [...] correspond en grande partie aux 541 personnes touchées lors du référendum du 1er octobre en Catalogne ».

Cette flambée de violences policières, à l'origine de près de 300 blessés sur Barcelone, a donné lieu à une action judiciaire contre le corps de la police nationale dans laquelle la mairie s'est portée partie civile. Près d'un an plus tard, sur les 275 plaintes déposées dans le cadre de ce processus initié par la maire Ada Colau, 110 ont été archivées par la justice faute d'images pouvant permettre l'identification des policiers. Aucune condamnation n'a pour l'instant été prononcée.

L'épisode a également relancé la polémique sur l'usage de munitions en caoutchouc et d'armes de type flashball par les forces de l'ordre. En Espagne, depuis la transition démocratique, 23 personnes ont perdu la vie sous des tirs similaires et près de 40 personnes ont été blessées. Dernière victime en date : Roger Español, éborgné lors d'une charge de la police nationale le 1er octobre. L'utilisation de ces projectiles a pourtant été interdite en Catalogne et au Pays basque à la suite de la mort, en 2012, du supporteur basque Iñigo Cabacas et à la blessure d'Ester Quintana, également éborgnée par un tir de la police régionale (Mossos) à Barcelone. Ces munitions restent néanmoins utilisées par les corps de police nationaux. En 2014, la Guardia civil avait ainsi tiré sur des migrants tentant d'atteindre l'enclave frontalière de Ceuta. Bilan : quinze personnes décédées par noyade.

Un funeste épisode qui n'est pas sans rappeler l'augmentation des agressions sur personnes migrantes : en 2017, le CPDT a ainsi dénombré pas moins de 287 plaintes de la sorte, contre 50 en 2015. L'Espagne est d'ailleurs dans le viseur de la Cour européenne des droits de l'homme et de nombreuses ONG de défense des droits humains pour sa pratique des « refoulements sommaires » à la frontière. Une méthode permettant de procéder à des expulsions vers le Maroc sans possibilité de demande d'asile pour les migrants, rendue possible par la très controversée loi organique de sécurité citoyenne votée en 2015.

Calibrée en réaction au mouvement des Indignés par le Parti populaire de Mariano Rajoy, dans un contexte de tension croissante entre les manifestants et la police, ce texte dit « loi Bâillon » (ley Mordaza) offre un arsenal sécuritaire parmi les plus autoritaires d'Europe : interdiction de protester face au Sénat, de filmer les interventions policières, ou encore d'organiser des rassemblements dans des lieux non autorisés sous peine de lourdes amendes.

En 2016, le Parti socialiste (PSOE), alors dans l'opposition, avait fait appel devant le Tribunal constitutionnel pour

abroger la loi, sans succès. Son leader Pedro Sánchez avait par la suite exprimé à de maintes reprises son souhait d'enterrer la loi polémique.

À la tête du gouvernement depuis juin 2018, Sánchez, qui gouverne en minorité, s'est vu contraint d'assouplir son approche après le rejet à l'automne dernier du projet d'abrogation des socialistes en faveur d'une proposition du parti basque PNV pour « réformer » la loi. Les députés buttent depuis pour trouver un consensus sur le texte. De quoi valoir un rappel à l'ordre du Conseil de l'Europe. Dans une lettre datant de novembre dernier, Strasbourg a instamment demandé au Parlement espagnol de veiller à ce que le réexamen de la loi sur la sécurité des citoyens supprime « les dispositions susceptibles de porter atteinte à la protection des droits de l'homme en Espagne ».

En Allemagne, le durcissement de la législation au bénéfice de la police

« Je ne dispose pas de statistiques comparatives avec la France, où ce qui se passe actuellement est d'un niveau d'intensité bien plus élevé que ce que l'on connaît. Mais la situation allemande n'est pas rose non plus. Nous avons eu récemment des affrontements avec un mort au bois de Hambach entre militants écologistes et forces de l'ordre, il y a eu de gros dérapages avec l'extrême droite cet été à Chemnitz et il y a également eu pas mal de blessés et de bavures lors des affrontements du G20 à Hambourg en 2017 », raconte Tobias Singelstein, titulaire d'une chaire de criminologie à l'université Ruhr-Bochum et initiateur d'une étude en cours qui doit permettre de mieux identifier les victimes de violences policières.

Même si la police allemande n'a pas eu à faire face à un grand mouvement de protestation depuis les manifestations antinucléaires des années 1980, elle a fort à faire, et de plus en plus. Au niveau national, le nombre d'heures supplémentaires accumulées par les policiers ne cesse d'ailleurs de grimper (22 millions en 2017, contre 20 millions en 2015) et confirme que la pression, et avec elle les risques de bavure, monte aussi sur les 320 000 policiers allemands (250 000 en France).

À Hambourg, lors du sommet du G20, les 7 et 8 juillet 2017, 31 000 policiers ont affronté plus de 10 000 manifestants. Résultat, le département des affaires internes de la police de la ville hanséatique a recensé 231 agents blessés, mais aussi 186 victimes de violences policières non justifiées.

Fin septembre, la police berlinoise a surmonté un week-end complexe. « Nous avons à gérer les supporters survoltés du match de football Berlin-Bayern, ainsi que la visite du président turc Erdogan avec des manifestations antagonistes de l'extrême gauche, des Kurdes et des Turcs pro-Erdogan. Trois jours plus tard, nous avons les manifestations de la fête nationale, certes pacifistes, mais tout de même », raconte Thilo Cablitz, porte-parole de la police berlinoise. Berlin et ses 16 000 policiers s'en sont finalement sortis sans bavure. Mais il a fallu pour cela faire appel aux policiers des Länder voisins. Il y a dix ans, ces appels à l'aide entre Länder étaient d'une centaine par an. En 2018, il y en a eu près de 200.

Dans toutes les régions, les statistiques policières marquent une montée des confrontations avec les forces de l'ordre. Dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, en 2011, 9 808 agressions contre des policiers (injures comprises) ont été recensées, contre 17 000 agressions en 2017. Résultat, le Land vient d'amender et de durcir sa « loi sur la police » : « La police allemande est en grande majorité sous le contrôle des Länder. Il y a bien sûr de grandes lignes d'actions et un cadre pénal qui sont définis au niveau national. Mais ce sont les lois régionales qui donnent le cadre et le sens de l'action. Or déjà cinq Länder ont durci leur loi sur la police en 2018. Neuf autres régions se préparent à le faire », souligne l'universitaire Tobias Singelstein.

Dans les années 1990, la stratégie de la « désescalade » s'était lentement imposée, notamment lors des affrontements quasi rituels qui avaient lieu à Berlin tous les 1er mai entre la police et les anarchistes. L'idée était avant tout de réduire les risques en amont. L'arsenal des armes anti-émeutes avait donc été « limité » à des matraques, boucliers, grenades lacrymogènes et canons à eau. Le concept privilégiait par ailleurs une forte présence policière, un encadrement serré de la manifestation ou encore des fouilles préalables. Mais aussi une présence qui essayait d'être la moins agressive possible et qui était axée sur le dialogue, avec l'intervention de « médiateurs anticonflits » équipés de... gilets jaunes.

Les nouvelles lois risquent cependant de mettre fin à cette tradition de « désescalade », s'inquiète Tobias Singelstein qui décline les principaux points de durcissement des nouveaux textes : « Même sous contrôle d'un juge, les prérogatives de surveillance en ligne, au téléphone et par vidéo sont nettement étendues. Par ailleurs, les armes anti-émeutes plus offensives commencent à faire leur apparition. » Après une phase test, les Länder de Berlin, de Rhénanie-Palatinat et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie sont sur le point d'autoriser l'emploi du pistolet à impulsion électrique. Quant à la nouvelle loi bavaroise sur la police, elle prévoit d'équiper les deux unités spéciales anti-émeutes de la police bavaroise avec des balles en caoutchouc et des lanceurs de balle de défense (LBD).

« Le plus inquiétant, c'est que les nouvelles lois font baisser le seuil de tolérance de la riposte policière », ajoute le criminologue. En effet, jusqu'à aujourd'hui, la police anti-émeutes avait le droit d'intervenir s'il existait un « danger concret », c'est-à-dire déjà existant et imminent. Mais à l'avenir, elle pourra réagir s'il y a un « danger menaçant », un concept beaucoup plus vague, qui laisse la place à l'interprétation. Enfin, toucher un policier, même en douceur, peut désormais être qualifié d'« agression physique », un délit passible de trois mois de prison.

Il est trop tôt pour savoir si ce durcissement va déboucher sur une augmentation des violences policières. « On recense en moyenne 2 000 plaintes par an contre des policiers pour violence policière. Mais seulement 2 % aboutissent à une accusation et le nombre des condamnations de policiers est infime », précise Tobias Singelstein, qui évoque une zone grise importante. « Ce que les affaires connues nous montrent, c'est que la réponse de la police à une plainte est presque systématiquement une contre-plainte. Or l'on sait que la parole des fonctionnaires de police pèse souvent plus que celle des victimes devant les tribunaux. Enfin, c'est la police elle-même qui enquête sur ses propres bavures. Il n'y a pas de structure indépendante. Résultat, beaucoup de victimes n'osent pas porter plainte. »

En Grèce, une longue histoire de violences impunies

Sept ans plus tard, ses agresseurs n'ont jamais été condamnés. Marios Lolos, photjournaliste, a eu le crâne fracturé en avril 2012 pendant une manifestation. Une vingtaine de policiers avaient été mis en cause et deux enquêtes avaient été ouvertes, l'une au sein de la police, l'autre par le procureur. La première a abouti à un classement de l'affaire, la deuxième n'a rien établi. Aujourd'hui, les policiers sont toujours en exercice. « À l'époque, sous le gouvernement Samaras, les forces de l'ordre frappaient délibérément les journalistes, raconte à Mediapart Marios Lolos, qui était également à ce moment-là président du syndicat des photjournalistes. Nous étions une cible et la police venait nous frapper même s'il n'y avait pas d'affrontements avec les manifestants. »

Comme lui, plusieurs journalistes ont été victimes de violences policières pendant qu'ils couvraient des manifestations : Manolis Kypreos, touché en juin 2011 par une grenade assourdissante et qui souffre depuis de perte d'audition et de problèmes d'équilibre ; Tatiana Bolari, photjournaliste frappée en plein visage en octobre 2011 ; Dimitris Liakos, photjournaliste frappé à la tête en novembre 2014. Très médiatisés à l'époque, ces cas ont été étayés par de nombreuses photos publiées dans la presse. Or les condamnations, quand elles sont prononcées, restent légères. Dans le cas de Tatiana Bolari par exemple, le policier coupable s'est vu infliger une peine de huit mois de suspension, réduite en appel à trois mois. Et il a été acquitté sur le manquement à son devoir.

Les violences policières sont une histoire ancienne en Grèce. Au-delà de la profession journalistique, elles ont régulièrement touché des victimes innocentes, que ce soit dans les cortèges anti-austérité ou dans les milieux activistes et anarchistes. Le cas le plus emblématique fut, en 2008, la mort de l'adolescent Alexis Grigoropoulos, tué d'une balle dans le dos par un policier dans le quartier d'Exarcheia, considéré comme le repaire anar d'Athènes. Le jeune homme de 14 ans se trouvait simplement dehors avec des amis. Cette mort avait déclenché des semaines de protestations et de violences urbaines, et elle est toujours commémorée par une marche dans les rues de la capitale à chaque date anniversaire, le 6 décembre. C'est à vrai dire la seule fois où l'affaire judiciaire est allée à son terme : le meurtrier, Epaminondas Korkoneas, a été condamné à la prison à perpétuité. Avant Alexis, on compte, depuis 1980, six personnes tuées par les forces de l'ordre hellènes - dans des manifestations ou à l'occasion d'arrestations.

Depuis la mort d'Alexis, le slogan « flics, porcs, assassins » est devenu le refrain habituel des rassemblements grecs. Pendant le pic de la crise, entre 2010 et 2015, des manifestants étaient systématiquement secoués et blessés par les forces de l'ordre, en particulier les officiers de la police anti-émeutes (MAT), au visage souvent dissimulé par des casques ou des masques à gaz. Leurs méthodes ? Usage intempestif des gaz lacrymogènes, de bombes assourdissantes et de bâtons. Pas de flashballs ni de LBD comme en France, mais les violences n'en étaient pas moins d'une grave intensité. La plupart des cas sont restés impunis.

Pour l'avocate Zoé Konstantopoulou, qui a défendu plusieurs victimes d'attaques policières, dont la famille d'Alexis Grigoropoulos, « il y a une stratégie délibérée du côté des autorités. Les violences ne sont pas le résultat d'actes de négligence ou de l'incompétence. Des ordres sont donnés, non seulement pour frapper, mais aussi pour protéger ensuite les policiers coupables et fabriquer les éléments pour accréditer la thèse de la légitime défense ». Cette avocate, qui fut par ailleurs députée Syriza et présidente du Parlement en 2015 avant de s'éloigner de Tsipras, estime que cette « culture de la violence et de non-respect de la dignité humaine » est toujours en vigueur aujourd'hui.

De fait, un nouvel épisode tragique est venu confirmer récemment que la Grèce n'avait pas tourné la page des violences policières sous le pouvoir Tsipras : le 21 septembre dernier, Zak Kostopoulos, activiste gay et performeur drag queen de 33 ans, a été tabassé en plein jour devant une bijouterie du centre d'Athènes. Ainsi que nous l'avons raconté dans Mediapart, les policiers dépêchés sur les lieux ont eux-mêmes frappé le jeune homme, qui est mort avant d'arriver à l'hôpital.